



**Expression des Coordinations Syndicales**  
***Solidaires Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon***  
***FSU Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon***

sur le projet de contribution du Ceser Occitanie  
**« Contribution au débat public sur la 3ème ligne de métro de la grande agglomération Toulousaine »**

Monsieur le Président du CESER,  
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,  
Mesdames et Messieurs,

Nous souhaitons d'abord remercier Stéphanie Gogneau et Jean Guy Mazzia pour l'attention qu'ils portent à nos conditions matérielles tout autant qu'à l'avancée de nos travaux.

La subtilité de l'écriture permet de trouver nombre de points, à quelques exceptions notables près, que nous pourrions partager dans les quelques pages de ce projet d'avis. Mais il lui manque une conclusion en rapport avec une bonne partie des développements. Parce que nous sommes au Ceser et qu'au nom d'un consensus qui le définit, on ne tire pas la conclusion qui s'imposerait à savoir indiquer qu'en l'état, et pour rester dans une tonalité « Ceserienne », « *cette 3ème ligne du métro n'est pas pertinente* ».

Le projet d'avis le dit en introduction : « ... *La logique aurait sans doute voulu que la révision du PDU fût achevée avant que le principal projet en découlant puisse être débattu et finalisé en toute connaissance de cause. Ce n'est pas le cas.* ». Le Ceser n'en tire pas la conclusion qui s'impose, à savoir que le débat démocratique et citoyen s'en trouve tronqué et que ce devrait être, pour nous qui représentons la société civile, une ligne rouge indépassable.

Ce même projet le dit aussi : « ... *En l'état le dossier du maître d'ouvrage ne précise pas le plan de financement particulier de la 3ème ligne de métro...* ». Une bonne part des représentants de la société civile ici présents n'ont de cesse de fustiger les déficits publics, le poids des contributions et le supposé coût des services publics. Le Ceser, s'il exprime son désaccord sur les Partenariats Publics Privés, ne tire pas la conclusion qui s'impose sur le financement, à savoir que l'argent public ne devrait être engagé sur ce projet qu'à la condition d'en connaître toutes les modalités et que son utilité publique en soit démontrée.

Si on lie ces deux questions fondamentales, comme le titrent nos camarades de la CGT 31 dans leur contribution au débat public, on doit se poser cette question : « *3ème ligne du métro, vampirisation du PDU ?* ». Nous partageons leur analyse et leurs conclusions sur le sujet : « ... *tous les investissements sont justifiés à condition qu'ils répondent aux besoins de l'intérêt général et que les financements suivent et ne se fassent pas concurrence...* ». Le Ceser, soucieux de cet intérêt général et qui a manifestement perçu ces dangers, n'en tire pas la conclusion qui s'impose, à savoir que les choses devraient se faire dans le bon ordre et dans l'intérêt des populations et des finances publiques.

En revanche, le projet de contribution exprime sur un point important des positions parfaitement contestables et nous avons en commission tenté de l'expliquer. Partager la nécessité des connexions, particulièrement avec le réseau ferré, n'est pas contestable en soi. Mais dire que cette ligne est une connexion « *de périphérie à périphérie* » n'est pas juste parce que c'est avant tout une 3ème ligne de métro dans la ville. Reprendre, en les approuvant les affirmations du porteur de projet sur « *l'approche intégrée de l'aménagement et du développement de la grande agglomération toulousaine* » est une erreur de jugement et une méconnaissance de la réalité urbaine et périurbaine. Cette 3ème ligne règle bien peu des difficultés de déplacement actuelles et tourne résolument le dos aux réalités de demain. Au demeurant le texte en fixe, en toute contradiction, les limites quelques pages plus tard. Mais le Ceser n'en tire pas la conclusion qui s'impose à savoir que l'utilité publique de ce projet n'est pas avérée de ce point de vue.

Au chapitre social et environnemental les effets de cette 3ème ligne ne sont pas mesurés :

- la captation territoriale et financière de ce projet ignore l'ensemble de l'agglomération et les projets alternatifs comme ceux de l'Autate (association des usagers des transports)
- stoppe toute idée de développement de Tram et/ou trajets en sites propres qui, malgré les critiques que l'on peut leur attribuer, sont des solutions alternatives crédibles
- risque de déstructurer le réseau de surface, entre autres par la sous-traitance de nombreuses lignes pour essayer de faire des économies non avérées
- pourrait provoquer l'arrêt du développement des lignes de bus, notamment Linéo, et avoir des effets majeurs sur les emplois dans les transports en commun

In fine notre constat c'est que la politique de l'aménagement du territoire est, de fait, imposée par des « concentrateurs économiques » qui cherchent à tout prix à réduire leurs coûts, quel qu'en soit celui qu'auront à payer les citoyennes et les citoyens notamment les plus fragiles d'entre eux. Et on demande ensuite aux mêmes de financer, au prix de leur fatigue, de leur temps de travail et autour du travail, de leur vie familiale et de leurs impôts locaux, les conséquences de ces choix strictement économiques.

Alors Non, cette ligne de métro n'est pas celle de la grande agglomération Toulousaine, des connexions de la région Occitanie, des populations rejetées toujours plus loin de la « ville centre », des salarié-es embouteillés dans leurs voitures ou les transports collectifs. C'est une troisième ligne pour Toulouse et une partie de son élite économique et sociale, notamment celle d'Airbus Industries. Son nom dit tout : « Toulouse Aerospace Express » une ligne dont le paradoxe ou le mépris comme on voudra, de cette industrie et de ceux qui la vénèrent, est poussé jusqu'à ne pas permettre aux usagers de rejoindre les avions qu'elle produit et qu'elle vend.

Autant de raisons pour *Solidaires* et la *FSU* de voter contre ce projet d'avis du Ceser qui fait une part de constats justes mais n'ose pas en tirer la conclusion qui s'imposerait.